



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 12/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DELAIR Henri

89 avenue du Périgord
33370 Salleboeuf

Références : 26-106
Code AIOT : 0100296926

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2026 dans l'établissement DELAIR Henri implanté 89 avenue du Périgord 33370 Salleboeuf. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courriel du 4 février 2026, l'Inspection des installations classées a reçu un nouveau signalement concernant la poursuite de l'activité d'enfouissement de déchets de manière illégale. L'inspection du 6 février 2026 a été menée avec l'objectif de vérifier le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure de régularisation administrative du 6 octobre 2025.

Les photos prises durant l'inspection figurent en annexe du présent rapport.

Par ailleurs, l'installation de tri, transit, broyage et concassage de déchets et matériaux inertes exploitée par la société OCCA MAT a également été contrôlée ce même jour. Pour rappel, cette installation, dont M. Delair est également le gérant, est mitoyenne au dépôt illégal de déchets non

dangereux non inertes. Les constats établis durant ce contrôle font l'objet d'un rapport distinct.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELAIR Henri
- 89 avenue du Périgord 33370 Salleboeuf
- Code AIOT : 0100296926
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le 17 juillet 2025, la brigade de gendarmerie de Tresses a dressé un procès-verbal (PV) attestant d'une activité d'enfouissement de déchets non dangereux non inertes par M. Henri DELAIR sur la commune de Salleboeuf, au 89 avenue du Périgord.

L'activité exercée par M. DELAIR relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2760-2-b relative au stockage de déchets non dangereux non inertes de la nomenclature des installations classées. M. DELAIR ne disposant pas de l'autorisation préfectorale requise, l'activité est donc exercée de manière illégale.

Dans ce cadre, M. DELAIR a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 6 octobre 2025, de régulariser sa situation administrative en cessant son activité et en remettant en état le terrain conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

En outre, selon le PV précité de la gendarmerie de Tresses, les déchets ont été enfouis sur le terrain jouxtant le site de la société OCCA MAT en zone naturelle du PLU (Plan Local d'Urbanisme) de la commune de Salleboeuf (au Nord-Est du terrain). L'activité est par conséquent incompatible avec le document d'urbanisme en vigueur. Un agent du service urbanisme de la DDTM de la Gironde était présent le jour de l'inspection et a pu constater cette non-conformité aux documents d'urbanisme, consignée dans un rapport dédié.

Il est à noter que différentes procédures administratives et pénales ont déjà été initiées à l'encontre des deux sociétés OCCA MAT et EURO DEMOLITION SYSTEMS (détenues par M. Henri DELAIR) au vu des situations irrégulières de ces établissements.

En effet, les activités exercées par les sociétés OCCAMAT et EURO DEMOLITION SYSTEMS sont localisées à cette même adresse (89 avenue du Périgord) en zone naturelle et restent incompatibles avec le PLU précité. Une procédure pénale a notamment été engagée au titre du code de l'urbanisme par la DDTM de la Gironde pour des exhaussements en zone naturelle, des affouillements en zone agricole et des constructions illégales sur le terrain. Une audience en ce sens s'est tenue au tribunal correctionnel le 7 mai 2025. Des sanctions (amende) ont ainsi été prononcées à l'encontre de M. DELAIR et de la société OCCA MAT (la société EURO DEMOLITION SYSTEMS est en liquidation judiciaire depuis le 15 avril 2025).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Régularisation administrative	AP de Mise en Demeure du 06/10/2025, article 1	Consignation	3 mois
2	Mesures conservatoires	AP de Mise en Demeure du 06/10/2025, article 2	Consignation	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 octobre 2025 ne sont pas respectées.

Par conséquent, l'Inspection des installations classées propose au Préfet de la Gironde, conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, d'obliger M. Delair à consigner entre les mains d'un comptable public une somme de 1 152 000 €, correspondant au montant de l'évacuation de l'ensemble des déchets non dangereux non inertes présents sur son terrain vers des sites dûment autorisés. Un projet d'arrêté de consignation en ce sens est joint au présent rapport.

En outre, sans préjuger des suites pénales, l'exploitant est informé par le présent rapport que le non respect d'une mise en demeure relève d'un délit. Un procès-verbal de délit est ainsi adressé au Procureur de la République.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Régularisation administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/10/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état
Prescription contrôlée : M. Henri DELAIR qui exploite une installation de stockage de déchets non dangereux au 89 avenue du Périgord à Salleboeuf (33 370), est mis en demeure de régulariser sa situation administrative en cessant son activité et en remettant le terrain en état conformément aux dispositions des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement sous 12 mois. Il transmet, <u>sous un délai de trois mois</u> : <ul style="list-style-type: none"> les justificatifs de mise en œuvre des mesures liées à la mise en sécurité exigés par les dispositions de l'article R. 512-39-1 du code précité (ATTES-SECUR) ; une copie de la proposition sur le ou les usages futurs envisagés transmis à la mairie de Salleboeuf conformément aux dispositions de l'article R. 512-39-2 du même code ; l'attestation justifiant de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site (ATTES-MEMOIRE) définie par les dispositions de l'article R. 512-39-3-I du même code : ce

document doit comporter un diagnostic de l'état des milieux ainsi qu'un plan de gestion et doit attester le niveau de pollution ainsi que l'adéquation des mesures de gestions prévues au regard des pollutions identifiées ;

- un échéancier de la réalisation des travaux de réhabilitation à entreprendre pour remettre le terrain en état.

Les délais indiqués dans le présent arrêté courent à compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant.

Constats :

Pour rappel, une audience s'est déroulée le 7 mai 2025 au tribunal judiciaire de Bordeaux concernant les exhaussements de terrain opérés par M. Delair sur le volet urbanisme. Selon le jugement prononcé le 2 juillet 2025 :

- les exhaussements de terrain ont été réalisés sur une hauteur d'au moins deux mètres (page 13 du jugement précité),
- ces opérations se déroulent au moins depuis l'année 2015.

Le jour de l'inspection du 6 février 2026, un exhaussement du terrain a été constaté à l'arrière du site exploité par la société OCCA MAT (cf plan en annexe du présent rapport).

En effet, le merlon bordant le terrain en limite Nord se prolonge vers le terrain en pente en contrebas. La majeure partie de ce talus est actuellement recouverte par de la végétation. Toutefois, le jour de l'inspection du 6 février 2026, l'Inspection des installations classées a constaté des traces d'apports récents de déchets de terres et cailloux (non recouverts par la végétation) sur une largeur d'environ cinq mètres et une longueur d'au moins dix mètres le long de la pente (soit une surface d'au moins 50 m²) derrière le merlon, face au plan d'eau situé en contrebas.

Durant le contrôle, M. Delair a indiqué avoir déposé par dessus ce merlon, plusieurs mois auparavant, *a minima* deux camions de 10 m³ de déchets de terres, bois et divers déchets issus du balayage d'un bâtiment vidé du site. Il est à noter que les déchets de bois correspondent à des déchets non dangereux non inertes. Les affirmations de M. Delair corroborent donc avec les constats établis durant l'inspection du 6 février 2026 ainsi que ceux figurant dans le procès-verbal précité dressé en date du 17 juillet 2025 par la brigade de gendarmerie de Tresses et faisant état d'enfouissement de déchets non dangereux non inertes en mélange sur le terrain (déchets de BTP : gravats, terre, béton armé, plastiques, déchets de bois de bâtiments).

La surface totale de l'exhaussement est estimée à environ 2400 m² selon les vues aériennes du terrain (cf plan en annexe). En considérant une hauteur de remblaiement de deux mètres (minimum selon le jugement précité), **le volume de déchets non dangereux non inertes enfouis derrière ce merlon est évalué à 4 800 m³, soit 7 680 tonnes (en considérant une densité de 1,6).**

Enfin, à ce jour, **M. Delair n'a pas régularisé sa situation administrative. En effet, aucune procédure de cessation d'activité de l'installation de stockage de déchets non dangereux non inertes (ISDND) et de remise en état du terrain n'a été engagée.**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 octobre 2025 ne sont pas respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>M. Delair doit procéder à la cessation d'activités de son ISDND et remettre en état le terrain conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.</p> <p>Au regard de ce qui précède, l'Inspection des installations classées propose au Préfet de la Gironde, conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, d'obliger M. Delair à consigner entre les mains d'un comptable public un somme de 1 152 000 €, correspondant au montant de l'évacuation de l'ensemble des déchets non dangereux non inertes présents sur son terrain vers les sites dûment autorisés.</p> <p>Ce montant est évalué sur la base du tonnage de déchets relevé lors de l'inspection du 6 février 2026, soit 7 680 tonnes (cf ci-dessus), et d'un coût d'élimination en ISDND autorisée de 150 €/tonne.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Mesures conservatoires

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/10/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Apport de déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout nouvel apport de déchets est interdit sur le site objet du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme détaillé au précédent point de contrôle, le jour du contrôle, l'Inspection des installations classées a constaté des traces d'apports récents de déchets de terres et cailloux à l'arrière du merlon en limite Nord Est du site exploité par la société OCCA MAT.</p> <p>Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 octobre 2025 ne sont donc pas respectées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Aucun nouveau déchet ne doit être déposé et enfoui à l'arrière du merlon.</p> <p>Ce point fait déjà l'objet d'une proposition de sanction administrative (consignation) détaillée au précédent point de contrôle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation
Proposition de délais : 1 mois